

Ignacy Sachs, le défi du développement durable

Luiz Carlos Bresser-Pereira, Professeur à la Fondation Gatúlio Vargas, São Paulo, et homme politique

Ignacy Sachs (1927-2023) a été un économiste développementiste, un pionnier de l'écodéveloppement, et un économiste politique pour qui les structures sociales, les relations de pouvoir et les institutions sont aussi importantes que les rapports de forces au sein de l'économie de marchés.

Dans cet article, je veux discuter ces trois aspects du merveilleux être humain et notable économiste qui, au Brésil, aimait être appelé Ignacio. Là, il a passé sa jeunesse et a toujours maintenu une forte liaison avec le pays.¹

Le XXe siècle a été le siècle des sciences sociales et, par conséquent, a été marqué par d'importantes avancées de la théorie économique. À partir des années 1930, il a été le temps de la révolution keynésienne et, à partir des années 1940, de l'émergence du développementisme structuraliste classique de Raúl Prebisch, Hans W. Singer, Arthur Lewis, Michal Kalecki et Celso Furtado, et depuis les années 1980, de la réaction néoclassique et néolibérale. D'autre part, après la Seconde Guerre mondiale, c'était l'époque de la social-démocratie et de la construction de l'État-providence – un type de formation sociale qui avait pour bases théoriques le keynésianisme et le développementisme classique. Enfin, après la conférence des Nations Unies à Stockholm en 1972, le monde s'est tourné vers le problème de la protection de la nature et, un peu plus tard, vers la lutte contre le réchauffement climatique. Sachs a été un acteur très présent dans ces trois projets : le développementisme, la social-démocratie et la protection de l'environnement, tous trois réunis dans le concept de développement durable.

Sachs avait une triple nationalité : il était polonais, brésilien et français et presque indien parce qu'il a tombé amoureux de l'Inde quand il a fait son doctorat en économie à l'Université de Delhi. Polonais parce qu'il est né en Pologne, avait fui le nazisme avec ses parents et était retourné en Pologne après la Seconde Guerre mondiale ; brésilien, parce qu'il a étudié dans ce pays et a transformé le Brésil en l'objet principal de ses conseils ; Français, parce que la France a été le pays qui l'a accueilli en 1968.

Laissant le Brésil en 1954, il est retourné à la Pologne pour travailler au gouvernement et faire son doctorat, mais il le fit en Inde où il servit comme deuxième secrétaire de l'ambassade de Pologne pendant trois ans, entre 1957 et 1960. En Pologne, il a rencontré Michael Kalecki qui, indépendamment de John Maynard Keynes, a créé la macroéconomie et, après la Seconde Guerre

mondiale, a participé à l'école structuraliste classique du développement. À son arrivée en Pologne, il se lie d'amitié avec Kalecki et, de retour d'Inde, devient l'un de ses principaux assistants, dirigeant le nouveau Centre pour les économies en développement. En 1968, alors que l'antisémitisme s'est à nouveau emparé de son pays natal, Sachs s'exile à nouveau, cette fois en France, où il devient rapidement professeur à l'EHESS et fonde, en 1973, le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), qui existe à ce jour et dont Ignacy avait été directeur jusqu'au 1986. Ensuite, il crée le Centre d'études sur le Brésil contemporain (CRBC) là aussi à l'Ecole.

Le privilège d'avoir eu Michael Kalecki comme inspirateur de sa thèse sur l'Inde est quelque chose que Sachs n'a cessé de souligner. Il exprimait ainsi une vieille vérité : la reconnaissance des maîtres est un signe de la grandeur des disciples. Dans sa thèse de doctorat, *State Capitalism and Underdevelopment* (1960), Sachs a constaté qu'après la Seconde Guerre mondiale, l'État avait augmenté sa participation à l'économie et que le modèle des « économies mixtes » était devenu dominant dans les pays riches et dans les pays en développement. Parmi ceux-ci, qui sont à la périphérie du capitalisme, il voit deux modèles de développement : le japonais et l'indien. Le modèle japonais implique trois points : (a) une large association entre la bureaucratie publique et la classe capitaliste : « le secteur public ne devrait avoir une place permanente que pour couvrir les dépenses sociales dans le domaine des services publics, en fournissant des financements aux entreprises privées... » souligne Sachs; b) l'État peut se lancer dans de nouvelles aventures industrielles, mais la privatisation est prévue... c) l'État facilite la formation de groupes monopolistiques. Le modèle indien, en revanche, « excelle à assurer la primauté de l'État dans les secteurs de base de l'industrie, en affaiblissant la concentration du capital privé, et suppose un système global de planification » (Sachs 1960 : 95 et 202). En ce qui concerne le Brésil, Sachs a prévu la prépondérance du modèle japonais. Après tout, nous savons aujourd'hui que le modèle japonais a prévalu non seulement au Brésil, mais dans tous les pays en retard de développement qui effectuent un rattrapage – un modèle de développement dans lequel l'État contrôle et planifie une partie importante du secteur monopoliste de l'économie, mais privatise le secteur concurrentiel, laissant sa coordination au marché. Cela s'est combiné à une politique tarifaire et à une politique industrielle stratégique.

Sachs était un grand intellectuel qui rejetait la tour d'ivoire de l'université et était toujours et vigoureusement immergé dans la pratique. Dans cette pratique, il a toujours défendu ses idéaux de liberté, de justice sociale et de défense de l'environnement. Toujours utopique donc, mais aussi toujours pragmatique ; toujours impliqué dans la définition et la participation à des projets viables d'intérêt économique, social et environnemental, qui renforcent les pauvres, en particulier ceux qui travaillent la terre. Ou encore, pour apporter une solution à des problèmes

mondiaux majeurs tels que l'effet de serre. Il n'a pas accepté les offres de postes qu'il a reçues au sein du système des Nations Unies, mais a suivi le conseil de son maître, Michal Kalecki, lorsqu'il a quitté la Pologne : « Si vous le pouvez, soyez consultant. » Pour Sachs, la vie était une succession de projets d'intérêt général qu'il aidait à définir et, ensuite, était l'objet de son action en tant que consultant. La théorie l'attirait, mais il était toujours concentré sur l'action. À chaque rencontre, il me parlait de ses projets. Des projets plus généraux associés au développement durable mais aussi des projets spécifiques et microéconomiques distribués dans tout le Brésil. Comme tous les peuples doués d'un esprit républicain, il n'a pas sauvé le monde, mais il a apporté sa contribution généreuse et déterminée en ce sens. L'économiste

L'économiste

Dans sa thèse de doctorat, soutenue à l'Université de Delhi en 1960, Sachs (1960 : 25) est marxiste, et son premier problème est de définir le sous-développement, qu'il considère comme le résultat d'un « colonialisme qui a signifié au moins l'imposition d'un capitalisme exogène et déraciné aux structures précapitalistes ». C'est encore la logique de l'impérialisme aujourd'hui, d'imposer aux pays en voie de développement la logique d'un capitalisme de marché, même que ce chemin n'a pas guidé le processus d'industrialisation du Nord Global. Mais cette analyse est très générale. Plus utile, remarque-t-il, est la pensée des économistes développementaliste de l'époque, parmi lesquels Sachs signale Singer, qui souligne les difficultés qui existent dans l'adaptation des processus techniques existant dans les pays avancés aux conditions des pays sous-développés. Et qui a partagé avec Prebisch la théorie de la détérioration des termes de l'échange.

Le chapitre 4 est le point culminant de la thèse. Sachs (1960 : 83-84) s'associe à Oskar Lange et rejette la simple identification de l'État comme instrument de la classe dirigeante. Cette identification est vraie pour les pays capitalistes avancés, mais « la création d'un secteur nationalisé avec le caractère du capitalisme d'État est un pas en avant dans les actions sous-développées ». Et l'auteur ajoute : « Dans des conditions où la stratification sociale n'a pas encore progressé et où l'État n'est pas un instrument de domination de la bourgeoisie ou des seigneurs féodaux, et dans la mesure où il est devenu une expression de la large lutte nationale pour l'indépendance, le capitalisme d'État peut accélérer la croissance. » C'est la position d'un économiste développementaliste dans un temps en qui le développementisme était plus étatique qu'aujourd'hui.

Compte tenu de sa double formation, Ignacy Sachs a toujours été un économiste politique dont il définit ainsi la nature. « *L'économie politique* du développement sacrifie l'élégance des modèles mécanistes et les simplifications de l'*homo economicus* au nom de la compréhension des processus de prise de décision, des

rapports de force entre les relations des agents économiques et sociaux et de leurs comportements et stratégies » (Sachs, 1968 a : 14). C'est le rejet radical de la théorie économique néoclassique.

Le maître de Sachs, Michal Kalecki, en plus d'être macroéconomiste dans les années 1930, a été également un économiste développementaliste dans la période d'après-guerre ; Il n'a jamais cru en ce qui est l'alternative au développementalisme – le libéralisme économique. En fait, il n'y a que deux formes de coordination économique du capitalisme, soit le développementalisme, soit le libéralisme économique. Je sais que le mot « développementisme » n'a pas un sens aussi générique dans la littérature économique, mais quand, en 2017, je me suis demandé quelle était la forme alternative au libéralisme économique, j'ai constaté qu'il n'y avait pas de mot pour cela. Ce qui s'en rapprochait le plus était « l'économie mixte », que Sachs a utilisé à une époque et que, aujourd'hui, j'appelle « économie développementiste ». L'idée est que la forme développementiste, qui implique une intervention modérée de l'État dans l'économie et une perspective nationale, est l'alternative supérieure à la forme libérale de coordination des économies capitalistes. Un développementisme qui est nécessairement anti-impérialiste et peut être ou progressiste, comme il l'était à l'âge d'or du capitalisme, après la Seconde Guerre Mondiale, ou conservateur comme il l'était à l'époque du mercantilisme et comme il l'est aujourd'hui aux États-Unis, après l'échec du néolibéralisme.

Sur le plan de la méthode scientifique, Sachs a adopté une perspective historique, rejetant les modèles hypothético-déductifs de l'orthodoxie néolibérale et néoclassique. Pour lui, il n'y a pas de science sociale pure : « Lorsque nous mettons de côté les modèles de la théorie pure et que nous nous tournons vers les mécanismes d'action plus « réalistes », spécifiques à un système économique particulier dans un cadre de circonstances donné, l'utilisation des modèles devient effective et, à notre avis, recommandée » (Sachs, 1963 : 21).

Pour lui, l'économie est une théorie et c'est aussi une façon de penser associée à la pratique. Comme il nous le dit, « les sciences sociales ont essentiellement une valeur heuristique [d'aider à penser]. Ils aident à poser les bonnes questions, dont la pertinence et l'articulation ne sont pas du tout évidentes et qui ne viendraient pas à l'esprit d'un observateur non averti. Mais les réponses à ces questions ne peuvent venir que de la praxis » (2007: 323). Une théorie économique historico-déductive n'a pas l'élégance des modèles mathématiques, mais elle reflète la réalité et donne des indices sur la politique macroéconomique et la politique de développement. Elle permet une politique économique fondée sur la réalité politique et sociale, sur la division entre les pays riches et les pays sous-développés, sur la différence entre le centre et la périphérie, ou plus précisément, entre l'Empire et les semi-colonies de la périphérie du capitalisme.

En 1964, lorsque Sachs a publié *Foreign Trade and Economic Development*, nous voyions déjà l'économiste du développement pleinement formé. Et dès le début du livre, il nous parle du carcan de la division internationale du travail qui a été imposée par les puissances impérialistes pendant le régime colonial ou à la suite d'une « domination indirecte » (Sachs, 1964 : 2) La domination « indirecte » ou « par hégémonie idéologique », comme je le dis aujourd'hui – est l'utilisation de tout le « soft power » de l'Empire pour persuader/faire pression sur les pays périphériques pour qu'ils adoptent le libéralisme économique et, de cette manière, les empêcher de s'industrialiser ou, si le pays s'était déjà industrialisé, causer leur désindustrialisation comme cela s'est produit avec l'Amérique du Sud à partir de 1990 environ. Le libéralisme économique est ainsi un instrument de domination impériale : il l'a été quand la Grande Bretagne a tenté de persuader les Allemands de ne pas s'industrialiser.

Pour Sachs, la domination impose la division internationale du travail, les pays riches exportent des produits manufacturés, les pays sous-développés, les matières premières. C'est l'échange inégal qui est au centre de la pensée de Raúl Prebisch (1949), qui a été, je crois, le plus important économiste du développement, ainsi que les thèses de la restriction externe et de la détérioration des termes de l'échange, qu'il a utilisées pour critiquer la théorie économique néoclassique et défendre l'industrialisation. À l'époque, notre auteur n'était pas pleinement informé de la contribution de Prebisch, mais il était clair pour lui que la division internationale du travail n'était pas une chose « naturelle ». Bien que la division découlât du fait que les pays riches avaient fait leur révolution industrielle et capitaliste de la fin du XVIIIe siècle à la fin du XIXe siècle et qu'ils disposaient de la technologie et du capital et, par conséquent, du pouvoir, ils ont utilisé leur pouvoir pour le maintenir permanent. Pour Sachs (1964 : 8), « la division internationale du travail sera dans une certaine mesure déterminée par l'évolution de l'équilibre des pouvoirs politiques dans le monde ».

Je termine cette présentation d'Ignacy Sachs en tant qu'économiste du développement avec son livre, *Une Économie Politique du Développement*, de 1977. Il s'agit d'une compilation de plusieurs articles qu'il a écrits en tant que consultant auprès des Nations Unies. Plusieurs d'entre eux font référence à l'Amérique latine. Le premier article, de 1968, « Planification à long terme dans une économie mixte » (1968a), s'appuie sur plusieurs études de Kalecki rédigées un peu plus tôt.² Sachs entend par « économie mixte » une économie dans laquelle il y a un secteur public dynamique et un grand secteur privé, à la fois moderne et traditionnel. C'est le concept même de développementisme qui, selon Sachs/Kalecki, présente trois caractéristiques : la planification par le contrôle de l'investissement ; le contrôle du commerce extérieur, des mouvements de capitaux et du taux de change ; et le contrôle indirect des niveaux de prix. Il s'agissait donc d'un développementisme fort, pas très différent de ce qui a été adopté au Brésil

dans les années 1950, lorsque la croissance s'est accélérée et que personne ne parlait de libéralisme économique, démoralisé depuis 1930.

C'est également dans ce livre que Sachs révèle qu'il a étudié le structuralisme latino-américain de la CEPALC et qu'il utilise son travail pour proposer la mobilisation des ressources nationales pour l'investissement. Pour lui (1968c : 36-38), « l'économie sous-développée est essentiellement une économie limitée par l'offre, ainsi que par l'insuffisance de la demande et des capacités inexploitées ». La limitation du côté de l'offre est due au manque de capitaux, de technologie et de personnel qualifié. Du côté de la demande, il distingue le secteur des biens essentiels des biens non essentiels, et affirme que ces derniers « satisfont les intérêts égoïstes d'une élite, et « ne contribuent pas au processus de croissance à long terme ». Ce n'est pas Sachs l'économiste, mais Sachs l'économiste politique qui parle en ce moment. C'est l'homme moralement indigné qu'il a toujours été. Mais le capitalisme est pervers. En 1968 commençait le « miracle brésilien », qui dura jusqu'en 1973, avec des taux de croissance de plus de 10 % par an. Et ce qui a tiré la demande, c'est l'augmentation des inégalités et les revenus de la classe moyenne et de la classe riche qui achetaient les voitures et autres produits de luxe que le pays produisait.

Pour Sachs (1968b : 46), « le développement de plusieurs pays d'Amérique latine a été faussé et a finalement pris la forme d'une 'croissance perverse', qui est essentiellement due au rôle du marché dans l'allocation des facteurs ». Les économistes qui croient que « qui si un investissement est rentable, il répond *ipso facto* au critère de l'utilité sociale » se trompent. Or, une politique d'investissement saine doit avoir pour base des objectifs fixés dans le plan en fonction de considérations qui n'ont rien à voir avec le taux de profit d'une entreprise individuelle." Voici l'économiste qui, à l'époque, partageait avec Celso Furtado la croyance en la planification économique des pays capitalistes. Pour Sachs (1968b : 46), « le développement de plusieurs pays d'Amérique latine a été faussé et a finalement pris la forme d'une 'croissance perverse', qui est essentiellement due au rôle du marché dans l'allocation des facteurs ». Le virage néolibéral qui se produira aux États-Unis et au Royaume-Uni en 1980 (et en Amérique latine vers 1990) ébranle cette croyance, La France aussi se développait de façon accélérée dans les années 1960 et 1970 et avait un Commissariat Général au Plan.³ Pourtant, depuis 1980 la planification des économies semblait impossible. Pour Sachs, elle n'était pas.

En résumé, en tant qu'économiste, Sachs était un critique de la théorie économique néoclassique qui sert de fondement théorique au néolibéralisme économique. Le prix payé par le monde pour l'adoption de cette théorie et de l'orthodoxie néolibérale correspondante a été très élevé. Cela impliquait une tentative de séparation radicale entre la science et la morale au nom d'une vision

arrogante des sciences sociales comme quelque chose d'aussi objectif que les sciences naturelles. Le monde de l'être est une chose, le monde du devrait en être une autre, mais si cette distinction est faite d'une manière linéaire plutôt que dialectique, il en résultera soit une croyance excessive en la science, soit l'attribution d'un rôle secondaire aux questions morales. Sachs était un économiste, mais il n'a jamais ignoré le caractère moral de sa science. Au contraire, bien qu'il connaisse bien la différence entre les deux domaines, il ne se laisse pas emporter par le beau chant de la science. Pour lui, une science sociale n'est légitime que si elle est liée à des valeurs, si elle est engagée pour le bien commun.

Dans l'un de ses derniers travaux sur la théorie du développement économique, « *Revisiting development in the twenty-first century* » (2009), il fait une large analyse de la théorie économique du développement, de la façon dont elle a prospéré à l'âge d'or du capitalisme (1945-1975) et de la façon dont elle est entrée en crise dans l'obscurité du néolibéralisme (1980-2020). Il analyse également la crise des régimes qui ont tenté de mettre en œuvre le socialisme mais ont échoué, « parce qu'ils se sont avérés ne pas être une alternative viable aux modes de consommation et aux modes de vie occidentaux ». Le principal problème, cependant, était politique : après tout, l'Union soviétique était un régime autoritaire qui s'imposait de manière impérialiste en Europe de l'Est. Il existe cependant une alternative au capitalisme libéral : les « économies mixtes » ou ce que j'appelle le « capitalisme développementiste ». Selon ses mots, « l'échec du socialisme réel et les impasses de la théologie de marché néolibérale indiquent que le système institutionnel dominant sera celui d'*économies mixtes* avec un secteur de marché fort mais réglementé, et avec une présence significative de l'État développementiste » (Sachs, 2009 : 14).

L'éco-économiste

En 2007, Sachs publie ses mémoires, *La Troisième Rive*, dans lesquelles il raconte comment, en 1970, un ami de l'Unesco l'a invité à participer à une première conférence internationale sur l'environnement à Tokyo. Il n'avait pas étudié le sujet auparavant, mais à partir de ce moment-là, il a commencé à l'étudier systématiquement. Lors de cette conférence, il rencontre William Kapp, qui « était de loin le penseur le plus rigoureux des relations entre l'écologie, l'économie et la société » (p. 249). « Lors de cette rencontre, j'ai compris pour la première fois le lien profond qui unit le problème de l'environnement à celui du développement »... « Comment le planificateur doit-il utiliser tous ses efforts pour réconcilier la logique des besoins avec la logique des marchés... Une autre croissance était nécessaire » (p. 251). Un développement inclusif qui implique la croissance économique, la réduction des inégalités et la protection de l'environnement. Et accorder une importance particulière au problème du *travail décent* – un travail correctement

rémunéré qui est effectué dans des conditions de santé qui sont également acceptables et qui donne lieu à des relations humaines qui respectent la dignité du travailleur.

Sachs est alors devenu l'un des principaux économistes de l'écodéveloppement ou du développement durable. Il a travaillé avec Maurice Strong et Marc Nerfin à la rédaction de la déclaration finale de la Conférence de Stockholm des Nations Unies de 1972, à partir de laquelle la protection de l'environnement est devenue un enjeu et un objectif mondiaux. En 1971, les économistes qui se préparaient à la conférence de Stockholm de 1972 se sont réunis à Founex, près de Genève. Lors de cette rencontre, deux oppositions extrêmes s'affrontent en matière d'environnement et de développement. D'un côté, les défenseurs d'une « croissance sauvage » qui disaient « D'abord la croissance et après on verra », de l'autre, les défenseurs « d'une croissance démographique zéro, d'une croissance matérielle zéro », mais à la fin, dit Sachs, « nous avons réussi, à travers le colloque, à définir une voie médiane » dans laquelle il y avait « l'articulation du social, de l'environnemental et de l'économique » (p. 251-252). Un an plus tard, la conférence de Stockholm elle-même a mis l'environnement à l'ordre du jour une fois pour toutes. Maurice Strong en était le Secrétaire général ; dans les couloirs de la conférence, il lance le mot « écodéveloppement » qui sera plus tard rebaptisé « croissance durable » ; Marc Nerfin était son chef de cabinet.

En 1973, nous avons eu le coup d'État du général Pinochet, au Chili. Malgré cela, la CEPAL a réussi à organiser une conférence sur les styles de développement et l'environnement en 1974, à Cocoyoc, au Mexique, présidée par Barbara Ward. Johan Galtung et Sachs rédigent la déclaration qui est immédiatement signée par la présidente du Mexique, Echeverria Alvarez. « La réunion de Cocoyoc », commente Sachs, « marque un tournant dans l'histoire... Une lutte efficace contre le sous-développement exige d'arrêter le *surdéveloppement* des riches, tandis que les pays en développement doivent compter sur leurs propres forces » (p. 264). Par la suite, les commissions économiques régionales de l'ONU ont organisé une série de séminaires dans d'autres régions du monde. En 1980, cependant, la Commission européenne de l'ONU à Genève a suspendu toute étude sur les styles de développement. Ils dérangent l'Empire.

Sachs n'a pas baissé les bras, mais il a fallu quelques années de plus pour convaincre les gouvernements qu'il était nécessaire de renouveler la conférence de Stockholm. Gro Harlem Brundtland, ancien Première ministre de Norvège, s'est ensuite consacré à cette tâche en dirigeant un groupe de notables qui, en 1987, a publié le rapport Brundtland (1987). C'est à partir de ce rapport qu'est née la conférence de Rio de Janeiro de 1992 – le Sommet de la Terre ou Eco-92, qui se réunit en juin de la même année. Les résultats du sommet ont été significatifs. Des conventions sur la biodiversité et sur le changement climatique

ou le réchauffement de la planète sont signées. Le volumineux document de l'Agenda 21 fournissait un riche menu d'actions à entreprendre, qui devait être résumé dans une série de brochures qui devaient être distribuées dans un grand nombre de langues. Mais cela ne s'est pas concrétisé. Dans ses mémoires, Sachs explique que les Nations Unies n'ont pas été en mesure d'organiser l'après-conférence. « Et à ce problème s'ajoutait une raison plus profonde. La plupart des recommandations du Sommet de Rio allaient à contresens de la contre-réforme néolibérale qui battait alors son plein. » (p.277).

Peu de temps après la conférence, Sachs rédige l'étude « The Results of the Earth Summit : Advancing the Process » (1993). Il y déclare qu'au lieu d'appeler le document de la conférence « Charte de la Terre », il devrait s'appeler « Charte de la vie », « ce qui conviendrait mieux à un document visant à établir une symbiose durable entre la *sociosphère* et la *biosphère*, à définir des règles pour les habitants du Jardin de la Terre et à transformer les principes éthiques de solidarité synchronique et diachronique avec les générations présentes et futures en critères d'action basés sur l'équité la prudence sociale et méthodologique ». Voici le philosophe normatif et quelque peu utopiste qui parle de développement durable, qui combine développement économique, réduction des inégalités et protection de la nature. La phase qui s'est ouverte pour Sachs en 1972, à Stockholm, et qui a atteint son point culminant en 1992, à Rio de Janeiro, a été une phase pleinement satisfaisante pour lui, car l'homme qui n'avait jamais été un économiste froid pouvait maintenant être plus facilement le philosophe moral qu'il a toujours été.

Après la commémoration du 30^{ème} anniversaire de la conférence de Stockholm au parlement suédois, le président du Brésil convoque la conférence à Rio+10, et Sachs reprend le relais, mais l'Afrique du Sud reçoit l'idée négativement, et la conférence se termine par des mots sans conséquences pratiques. « Ce qui est certain », comme il l'a dit, « c'est que l'élan fût brisé ». La réduction des gaz à effet de serre, prévue dans le protocole de Kyoto, « a représenté un dixième de l'effort qui sera nécessaire dans les décennies à venir pour prévenir le réchauffement climatique de la planète » (p.276-278).

L'économiste appliqué

Marc Nerfin, qui avait repris la direction du projet de la Fondation Dag Hammarskjöld en 1975, a développé l'idée « d'un autre développement », qui trouvera son prolongement naturel à la Fondation Internationale pour un Autre Développement (FIPAD), située à Nyon, en Suisse, toujours sous le commandement de Nerfin. Depuis les préparatifs de la conférence de Stockholm, il était devenu un ami proche de Sachs. Le travail qu'ils ont mené depuis lors et qui a été résumé ici était associé au FIPAD, qui a fonctionné

jusqu'au début des années 1990. C'est là qu'est né le projet du « troisième système » sur le pouvoir émergent de la société capitaliste organisée. Grâce à ce projet, il a été possible d'organiser des centaines de colloques et de publier des dossiers de centaines de projets de ceux qui ont du mal à se faire entendre. Sachs déclare que « j'ai sans doute vécu à la FIPAD la période la plus enrichissante de mon parcours, par la diversité des personnes que j'ai pu y connaître et l'intensité des débats auxquels j'ai été associé » (p. 287).

Maintenant nous avons l'économiste appliqué, associé à la FIPAD. Chaque fois que je le rencontrais, il avait de nouvelles histoires à raconter. Certaines faisaient référence à ses projets de défense des petits agriculteurs, comme lorsqu'il a conseillé au SEBRAE (le service support brésilien aux petites et micro entreprises) de développer un projet de production de palmier à huile en unités familiales combinées à des usines de transformation commerciales. À d'autres moments, il conseillait le gouvernement brésilien, ou les Nations Unies, sur le développement inclusif et auto-durable, ou sur l'utilisation de la biomasse pour la production d'énergie auto-renouvelable. Dans un ouvrage écrit pour la CNUCED des Nations Unies, « La controverse sur les biocarburants » (2007), il ne voyait pas de conflit entre l'énergie et la sécurité alimentaire tant que la production de biomasse pour l'énergie est bien réglementée par l'État, ayant pour critères non seulement le coût, mais aussi l'intérêt social et la protection de l'environnement.

Sachs était doté d'une vision large et d'un fort esprit critique. Pour lui, l'humanité se trouvait dans une profonde impasse. Dans son autobiographie en 2007, il souligne « Nous sommes assis sur les ruines de quatre paradigmes. Avec l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 et l'écrasement de son projet de socialisme à visage humain, le socialisme réel a commencé son agonie. La chute du mur de Berlin en 1989 a annoncé son enterrement. La descente aux enfers de l'Argentine a marqué l'échec du paradigme néolibéral connu sous le nom de Consensus de Washington. La croissance économique par l'aggravation des inégalités était le troisième paradigme. Ce fut le cas du « miracle brésilien » à l'époque des généraux et aujourd'hui c'est la Chine... Reste le paradigme social-démocrate, qui est entré en crise en renonçant à ses origines socialistes ». (Sachs, 2007 : 383-384)

La grande époque d'Ignacy Sachs – la période entre 1970 et le début des années 2000 – touchait à sa fin. En 1988, les Nations Unies ont créé le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, GIEC. Le thème central n'est plus le développement durable mais le réchauffement climatique qui, malgré tous les négativistes, devient une réalité menaçante pour la survie de l'humanité. Le moment est venu pour les scientifiques de la nature et non pour les économistes politiques et les penseurs moraux (comme ce fut le cas avec notre héros dans cet essai) préoccupés par le développement, l'égalité et la protection de la nature.

Cependant, il n'abandonna jamais. Ne pouvant plus sauver le monde, il sauvera les pauvres à travers un grand nombre de projets destinés aux régions les plus variées de l'intérieur du Brésil. Les chapitres 14 à 16 de ses mémoires sont un bon résumé de ses multiples projets.

En 2011, invité à donner les conférences inaugurales du Groupe Esa, il écrit « La main visible », dont le sous-titre est « Réussir à entrer dans l'Anthropocène », Sachs nous offre une grande vision de l'histoire de l'humanité pour discuter de sa problématique environnementale actuelle. En plaisantant avec Molière, il nous dit que « de la même manière que Monsieur Jourdain, dans *Le Bourgeois Gentilhomme*, écrivait de la prose sans le savoir, nous sommes entrés depuis quelque temps dans une nouvelle ère géologique, l'Anthropocène, mais nous ne nous en sommes pas rendu compte. En fait, trois siècles de retard, depuis l'entrée dans l'Anthropocène, remontent à la révolution industrielle.

Pour Sachs, deux grandes révolutions ont marqué l'humanité : la révolution néolithique et la révolution industrielle. La première révolution a duré de l'an 9 000 à l'an 3 000 av. J.-C., et a été marquée par l'invention de l'agriculture, la domestication des animaux, le passage de tribus errantes à des sociétés sédentaires, la pierre polie, la céramique, la métallurgie, le début de l'urbanisation et l'émergence des premiers empires ou civilisations. C'est le passage de la préhistoire à l'histoire. Nous vivons depuis trois siècles, depuis la révolution industrielle, dans l'Anthropocène. L'homme est enfin devenu relativement maître de son histoire. D'ici 2050, nous serons 9 milliards de personnes sur terre. Le défi est « d'assurer à ces 9 milliards d'humains une vie digne d'être vécue sans faire sombrer le vaisseau spatial Terre ». Ici, comme à plusieurs autres moments, Sachs se donne une licence poétique. Un navire qui a besoin d'une main visible pour le diriger. "Je pense que c'est autour des cinq doigts de notre main que devrait s'organiser notre avenir. Le premier doigt représente la planification : il faut s'organiser. Puis viennent trois révolutions : une révolution énergétique, une révolution verte et une révolution bleue... Enfin, le cinquième doigt de la main, celui qui peut toucher tous les autres, représente la coopération internationale » Sachs, 2011 : 9 ; 12 et 13).

En développementiste qu'il a toujours été, Sachs croit et défend la planification, mais de manière ouverte, flexible. Il rappelle que cela doit impliquer les hommes d'affaires, les travailleurs, la société civile organisée et l'État. Et il ne s'agit pas de planifier l'ensemble de l'économie, mais les secteurs que le marché n'est pas en mesure de bien coordonner. La planification doit commencer au niveau local, et en identifiant, à ce niveau, les goulots d'étranglement. Il sera ensuite nécessaire d'articuler ces plans aux niveaux régional et national. Quelque chose qui doit être fait progressivement et durablement. C'est par la planification et la gestion

quotidienne que les hommes atteignent finalement leurs objectifs de bien-être, de sécurité, de liberté, de justice et de protection de l'environnement.

En ce qui concerne la révolution énergétique, Sachs mise sur les énergies renouvelables, et rappelle que l'énergie nucléaire est le pari de Faust —il semble avoir raison, comme l'ont montré les accidents nucléaires. En ce qui concerne la révolution verte, ce n'est pas la révolution verte « aristocratique et coûteuse en ressources », mais la « *evergreen revolution* » qui se développe principalement en Inde, où, d'accord avec Sachs (2004 : 200), apparaît « une deuxième génération de la révolution verte qui va au-delà de la première (qui avait un aspect essentiellement productiviste) et propose une agriculture qui recherche des revenus raisonnables mais, en harmonie avec la nature, et, surtout, orientée vers les petits producteurs, les agriculteurs familiaux. » Quant à la révolution bleue, il mise sur la pisciculture et les productions intensives impliquant la pisciculture, l'horticulture et l'arboriculture.

Enfin, Sachs met l'accent sur la coopération internationale pour résoudre les grands problèmes environnementaux de notre époque. Il sait combien cette coopération est difficile dans un système d'États-nations aux niveaux de croissance très inégaux, tous en concurrence dans le cadre de la mondialisation. Et il affirme, fidèle à sa vision morale du monde : « Idéalement, nous devrions nous consacrer à réduire le taux de croissance de ceux qui ont une empreinte écologique bien supérieure à la moyenne mondiale, afin de permettre à ceux qui sont encore en dessous de ce niveau de profiter de leur biocapacité. » Mais c'est un économiste remarquable qui ne perd pas le sens des réalités, et ajoute d'emblée : « Mais ensuite, les choses se compliquent. Si les économies des principaux pays riches commencent à décliner, il sera extrêmement difficile d'augmenter la production matérielle des pays qui n'appartiennent pas au club des riches » (2011 : 27).

Conclusion

Les trois principaux défis auxquels le monde est confronté sont le développement économique, l'égalité raisonnable et la durabilité écologique. Il s'agit de promouvoir le développement économique et de le faire de manière à réduire plutôt qu'à accroître les inégalités, en veillant à ce que ce développement soit durable sur le plan environnemental. Le développement économique est fondamental pour les six milliards d'habitants des pays riches et des pays à revenu intermédiaire, comme le Brésil, l'Inde ou la Chine. Dans ces pays, il y a encore beaucoup de pauvreté, mais ils ont les ressources humaines et financières nécessaires pour promouvoir leur propre développement économique. S'ils ont des élites et des gouvernements identifiés à l'intérêt national, les pays à revenu intermédiaire peuvent, comme c'est déjà le cas principalement en ce qui concerne les pays asiatiques dynamiques, converger

vers les niveaux de revenu des pays riches. Pour les pays pauvres, où vivent un milliard de personnes, il n'y a pas de solutions en vue. Dans les deux cas, cependant, il est clair pour Sachs qu'il est nécessaire de réinventer l'État promoteur du développement, qui peut et doit prendre de nombreuses formes, « mais une chose est certaine : malgré le mantra néolibéral qui proclame le déclin des États, la responsabilité assumée par les États développementistes a augmenté » (2009 : 15). Et il énumère ensuite les cinq domaines dans lesquels l'État développementiste doit agir : (1) l'articulation d'une part avec le niveau régional et local et, d'autre part, avec le transnational, dans lequel « le centre névralgique est l'interface entre les nations fragiles et l'économie mondiale » ; (2) l'harmonisation du social et de l'environnement avec le développement économique à la recherche de « solutions à trois voies » ; (3) la promotion des associations entre les entreprises, les travailleurs, l'État et la société civile ; (4) la constitution de formes nouvelles et souples de planification ; et (5) le parrainage de recherches publiques sur des sujets choisis liés à l'utilisation de technologies à forte intensité de main-d'œuvre, aux technologies d'économie d'eau et de terres et à l'atténuation du réchauffement climatique. On peut piloter le vaisseau spatial Terre de nombreuses façons, avec de nombreux instruments, et à tous les niveaux de la société. Tant au niveau des idées que des politiques et des organisations, de la vie communautaire et de l'action individuelle. Sachs valorise ces actions de construction sociale tant qu'elles visent un avenir dans lequel le travail est décent et la dignité humaine respectée.

Pour Sachs, une stratégie de développement socio-économique à long terme et respectueuse de l'environnement devrait aspirer à minimiser les prélèvements sur les stocks de ressources non renouvelables, limitées par la nature, en cherchant à ne pas mettre en danger les équilibres thermiques de la planète par l'utilisation excessive d'énergies fossiles et nucléaires. Cependant, elle peut et doit tirer pleinement parti du flux d'énergie solaire et de ressources renouvelables obtenues grâce à la bioconversion de cette énergie, en prêtant toujours attention au déclenchement normal des cycles écologiques, qui assurent précisément le renouvellement de ces ressources ». Pour lui, ce qu'il faut rechercher, ce sont des *solutions à trois voies*, combinant, il n'est pas inutile de le répéter, la croissance, la protection de l'environnement et la réduction des inégalités.

En bref, l'économiste Ignacy Sachs a toujours été un critique sévère à la fois du néolibéralisme et des écologistes qui prônent la croissance zéro. Selon ses mots (Sachs 1986 : 28), « les 'zéroistes' (partisans du taux de croissance zéro) étaient pris au piège d'une fausse alternative. De plus, ils confondaient deux problèmes très différents : le taux de croissance (le taux zéro n'ayant pas de vertu stabilisatrice en soi) et le taux d'exploitation de la nature. Plus récemment, il critiqua l'idée qui se développe aujourd'hui en Europe d'une « décroissance » –

une reprise des idées de croissance zéro du début des années 1970 – qui aujourd'hui, au lieu d'accentuer l'épuisement des ressources naturelles, reflète le pessimisme des Européens quant à l'avenir. Comme il l'a déclaré en ses mémoires, « pas question d'arrêter la croissance aussi longtemps qu'il y aura des pauvres et des inégalités sociales béantes ; mais il faut absolument que cette croissance change en ce qui concerne ses modalités et, surtout, pour ce qui est du partage de ses fruits. Il faut une autre croissance pour un autre développement » (Sachs, 2007: 252). La croissance continuera d'être nécessaire, rappelle Sachs, tant qu'il s'agira d'offrir des conditions de vie raisonnables à tous : « nous n'avons pas le droit de nous paralyser tant que nous n'avons pas atteint un niveau décent de consommation matérielle ». Mais pour cela, il est nécessaire de se souvenir de Gandhi, un de ses maîtres à penser, pour qui le développement visait à répondre aux besoins, et non à la cupidité. Et il ajoute qu'il est nécessaire de se souvenir du Père Lebreton,⁴ qui déjà dans les années 1950 affirmait que « l'avenir appartient à une civilisation de l'être dans la distribution équitable de l'avoir » (Sachs, 2007: 280; 291).

Notes

- 1.-En 2013, après que Sachs eût publié son livre de mémoires, j'ai écrit un premier article sur lui, « Ignacy Sachs e a nave espacial Terra » [Ignacy Sachs et le vaisseau spatial Terre].
- 2.-Voir œuvres rassemblées de Michal Kalecki (1971) ; George Feiwel (1975).
- 3.-Le Commissariat Général au Plan, créé en 1946, a été supprimé en 2006, alors qu'il avait depuis longtemps cessé d'exister pratiquement.
- 4.-Louis-Joseph Lebreton, le Père Lebreton (1897-1966), a été un économiste et socio-scientiste et prêtre dominicain français. Il crée en 1942 Économie et Humanisme, un centre de recherche et d'action en économie qui a influencé plusieurs intellectuels en Amérique Latine.

Références

- Bresser-Pereira, Luiz Carlos (2013) "Ignacy Sachs e a nave espacial Terra", *Revista de Economia Política* 33 (2): 360-366.
<http://dx.doi.org/10.1590/S0101-31572013000200010>.
- Kalecki, Michal (1971) *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Prebisch, Raúl (1949 [1950]) *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*, New York: United Nations, Dept. of Economic Affairs. Original publication, 1949, in CEPAL's *Estudio Económico de la América Latina 1948* (Santiago de Chile, United Nations, ECLAC, 1949).
- Sachs, Ignacy (1960 [1962]) *Patterns of Public Sector in Underdeveloped Economies*, New York: Asia Publishing House. Version révisée de la thèse de doctorat soutenue en 1960 à l'Université de Delhi.

- Sachs, Ignacy (1963 [1965]) *Foreign Trade and Economic Development of Underdeveloped Countries*. Londres: Asia Publishing House. Original en polonais, 1963.
- Sachs, Ignacy (1964 [1969]) *Capitalismo de Estado e Subdesenvolvimento*. Petropolis: Editora Vozes. Original en anglais, 1964.
- Sachs, Ignacy (1965) *Foreign Trade and Economic Development*, London: Asia Publishing House.
- Sachs, Ignacy (1968a [1977]) « Planification à long terme dans une économie mixte », in Ignacy Sachs (1977) : 9 à 12. Écrit en 1968.
- Sachs, Ignacy (1968b [1977]) « Mobilisation des ressources nationales pour l'investissement. Politiques pour l'Amérique Latine », in Ignacy Sachs (1977) : 13-31. Écrit en 1968).
- Sachs, Ignacy (1977) *Pour une Économie Politique du Développement*, Paris: Flammarion.
- Sachs, Ignacy (1986) *Ecodesenvolvimento: Crescer sem Destruir*, Coordination des textes originaux, Luís Leite de Vasconcelos, São Paulo: Vértice.
- Sachs, Ignacy (1992 [1993]) *Estratégias de Transição para o Século XXI*, São Paulo: Studio Nobel/Fundap. Originel en anglais publié par l'UNESCO, 1992.
- Sachs, Ignacy (2005) « Da civilização do petróleo a uma civilização verde », *Estudos Avançados* 19 (55) : 197-214.
- Sachs, Ignacy (2007) "The biofuels controversy", Genève: UNCTAD, novembre 2007.
- Sachs, Ignacy (2007) *La Troisième Rive*, Paris: Bourin Éditeur.
- Sachs, Ignacy (2009) "Revisiting development in the twenty-first century", *International Journal of Political Economy*, 38 (3) Automne 2009: 5–21.
- Sachs, Ignacy (2011) *La Main Visible*, Paris: Les Leçons Inaugurales du Groupe ESA.
- Sachs, Ignacy (2011) "Entering the Anthropocene: 'Geonauts' or sorcerer's apprentices?", *Social Science Information* (Sage): 462-471.
- Strong, Maurice F. (1991) "Statement to a ministerial conference of the African Unity Organization, Abujah, Nigeria, May 31, 1991.
-
